

17 décembre 2018 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DÉCLARATION CONJOINTE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DU PRÉSIDENT KABORE

LE PRÉSIDENT : Très bien. Félicitations pour ces signatures.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis d'avoir accueilli aujourd'hui à l'Élysée le Président du Faso, le Président Roch KABORE. Et cette visite qu'il entame aujourd'hui en France est particulièrement symbolique, elle se situe un an, un peu plus d'un an après la visite que j'avais effectuée au Burkina Faso fin novembre 2017. C'est donc pour moi l'occasion de remercier à nouveau le Président KABORE pour son accueil l'an dernier et lui redire combien cette visite avait été importante puisque c'est là que j'avais exposé aussi le cœur, la référence de la relation que j'ai souhaité nouer avec le continent africain.

Je suis très heureux d'accueillir le Président KABORE pour un déplacement qui lui a permis des premiers échanges avec plusieurs ministres - de la Justice pour faire le suivi des engagements que j'avais pris l'année dernière, de la Défense tout à l'heure - et qui le conduira ensuite à Dijon où vous vous rendez à l'université de Bourgogne dans laquelle vous avez fait vos études pour une cérémonie où vous sera remis le titre de docteur honoris causa dont je vous félicite. Et je sais que vous visiterez également le pôle de compétitivité agro-économique dont je souhaite qu'il ouvre des voies nouvelles de coopération entre nos deux pays.

La relation entre la France et le Burkina est étroite et ancienne et je sais que nous avons tous deux à cœur qu'elle continue chaque année de se renforcer sur l'ensemble des volets de coopération : la sécurité, le développement, l'investissement tout particulièrement. En matière de sécurité, nous sommes revenus avec Monsieur le Président sur la situation non seulement au Burkina Faso, mais dans la région du G5 Sahel. J'ai rappelé au Président KABORE qui prendra la présidence en février prochain du G5 Sahel mon engagement personnel et celui de la France à vos côtés, en soutien des pays de la région dans ce combat. Un soutien évidemment financier que nous avons d'ores et déjà honoré et pour lequel nous nous sommes engagés à plusieurs reprises durant toute l'année pour lever des fonds au travers des différents engagements et en mobilisant nombre de nos partenaires européens et non européens, mais un engagement également à travers la force Barkhane dont j'ai confirmé la mobilisation et auprès de laquelle je me rendrai dans quelques jours au Tchad.

Cet engagement, c'est celui par lequel nous luttons activement contre le terrorisme dans toute la région. Terrorisme qui menace, déstabilise et qui touche très profondément, nous l'avons là aussi vécu ensemble dans notre chair cette année, le Burkina Faso. Vous le savez, Monsieur le Président, la France restera un partenaire indéfectible face à ce défi et c'est pourquoi je me réjouis de la signature un peu plus tôt de l'accord intergouvernemental qui va permettre de conforter un accord qui existait déjà et d'améliorer le cadre juridique de la coopération entre nos forces dans le plein respect de la souveraineté de chacun.

En outre, la France continuera de soutenir, à la demande des autorités burkinabés, l'effort en cours de modernisation du dispositif sécuritaire et judiciaire. Nous avons aussi évoqué ensemble les prochaines étapes pour la force conjointe du G5 Sahel, la reprise de la planification en vue des prochaines opérations et là aussi, je l'évoquerai avec le Président DEBY en fin de semaine. Je me réjouis à cet égard du succès du sommet du G5 à Nouakchott le 6 décembre auquel le ministre des Affaires étrangères a participé et qui laisse espérer un financement satisfaisant pour le programme d'investissement prioritaire du G5 Sahel car c'est bien sûr sur ces deux jambes que nous voulons avancer : la jambe sécuritaire et la jambe développement. Et c'est aussi l'ambition de l'Alliance Sahel qui a désormais commencé à mettre en œuvre des projets concrets dans les cinq pays du Sahel. Ce sera également une ambition que la France continuera de porter dans le cadre de notre présidence du G7 en 2019 auprès de toute la communauté internationale.

Deuxième volet sur lequel je souhaitais que nous puissions en effet faire le point, c'est précisément celui du

développement. J'ai réaffirmé ma volonté au Président KABORE d'agir sur ce point de manière accrue et rapide au profit des populations, en particulier des régions du Nord et de l'Est du Burkina. A cet effet, en cohérence avec le Plan d'Urgence Sahel mis en œuvre par le Gouvernement du Burkina Faso, l'Agence française de Développement investira près de 50 millions d'euros supplémentaires sur ces régions en 2019 dans les domaines de l'insertion professionnelle, de l'électrification rurale, de l'eau et de l'assainissement. C'est l'objet des deux protocoles d'accord que nous venons de signer et de présenter.

La France est aujourd'hui le premier partenaire bilatéral du Burkina Faso et continuera dans ce contexte d'être au rendez-vous. Ainsi en 2019, ce sont 160 millions d'euros qui seront engagés par l'Agence française de Développement au total dont 100 millions d'euros en dons. C'est nettement plus que ce que la France s'était engagée à faire lors de la conférence des bailleurs que vous aviez organisée en 2016 et il est clair que nous serons sur ce volet constamment au rendez-vous.

Au delà de cette coopération, je suis très attaché à encourager - et c'est le troisième pilier sur lequel je voulais revenir - l'investissement du secteur privé. Nous avons évoqué plusieurs projets, en particulier dans le domaine de l'énergie et de l'électrification rurale qui est un enjeu majeur pour le pays et sur lequel nous resterons mobilisés. L'an dernier à Ouagadougou, je m'étais également engagé en faveur de la jeunesse burkinabè et ces engagements ont été tenus et concrétisés tout au long de l'année. La Maison de l'Innovation et de la jeunesse - La Ruche - a été inaugurée par le ministre LE DRIAN en octobre. La réforme de l'école d'ingénieurs 2iE progresse et nous encourageons à la relance de partenariats avec de grandes écoles d'ingénieurs en France qui permettront de conforter la notoriété internationale de 2iE. Et le nouveau Campus numérique francophone a été inauguré en novembre grâce à la signature d'un accord-cadre avec justement l'université d'Ouagadougou et l'Agence universitaire de la Francophonie.

Enfin je m'étais également engagé auprès de vous, cher Président, en novembre dernier à transmettre à la Justice burkinabè les archives françaises relatives à l'assassinat du Président SANKARA, c'est désormais chose faite et l'ensemble des documents qui avaient été demandés par les magistrats burkinabés leur a été remis par leurs homologues français.

Voilà l'essentiel des sujets sur lesquels nous avons échangé avec le Président KABORE et sur lesquels je voulais revenir. J'espère en tout cas cher Président, cher Roch que la visite française permettra de conforter l'ensemble des projets qui sont en cours et répondra à vos attentes mais vous le savez, le Burkina Faso est pour la France un allié, un ami et un pays fondamental dans cette région qui nous est chère et où nous sommes profondément engagés par l'Histoire, la langue en partage, des intérêts, des amitiés et ce combat pour la sécurité en commun. Merci encore d'être là cher Président.

// Intervention de Roch KABORE, Président du Burkina Faso //

LE PRESIDENT : Merci Président. Nous allons maintenant prendre deux questions.

Journaliste burkinabe : Merci beaucoup. Alors j'ai droit à une question et je poserai une question très généreuse. A la demande du Burkina Faso, l'armée française a mené de frappes à l'Est et également au Nord. Sachant très bien que les missiles ne sont pas créés ex nihilo, est-ce que ces frappes ont un coût pour le Gouvernement burkinabé ? Parce que je sais que ça induit des coûts pour le Gouvernement français. Est-ce qu'à travers ces différentes frappes-là, le Gouvernement français veut reprendre, on va dire se repositionner sur l'échiquier politique sous-régional quand on sait que c'est une question d'hégémonie que l'on défend également ?

Et j'aimerais savoir, vis-à-vis du G5 Sahel, est-ce qu'au jour d'aujourd'hui, la France, on va dire s'est acquittée de toutes ses promesses, est-ce qu'elle a tenu toutes ses promesses de financement et qu'est-ce que la France compte faire pour régler de façon définitive le conflit libyen sachant qu'elle est l'origine de ce chaos et sachant également qu'elle est en train de perdre son leadership au profit d'autres acteurs ? Merci.

LE PRESIDENT : Donc, en fait, vous êtes en train de me dire que le fait qu'il y ait des frappes pour venir à la demande d'un Etat souverain serait une forme d'hégémonie mais qu'il faut être totalement sûr que nous mettons en place tous les financements pour venir en soutien des Etats de la région. Il y a une forme de paradoxe sous-jacente à votre question à laquelle je vous invite à réfléchir néanmoins.

Nous sommes, nous, aux côtés de nos partenaires et des Etats de la région pour assurer leur souveraineté et cela depuis le début. Quand la menace terroriste a commencé justement à poindre et que des forces jihadistes ont commencé à déstabiliser, c'était à l'époque le Mali, la France, à la demande du Mali, s'est engagée. Et nous sommes aujourd'hui engagés à travers la force Barkhane dans toute la région. Je le disais, je serai dans quelques jours au Tchad et nous le faisons à chaque fois non seulement en partenariat, mais à la demande expresse des Gouvernements. C'est, je le crois, notre responsabilité parce que ce sont des pays amis et parce que, je le dis très profondément, ce terrorisme islamiste frappe au cœur les pays du Sahel mais nous a

également touchés et c'est une cause commune dans laquelle nous sommes aujourd'hui profondément engagés.

La France est en effet à coup sûr dans la région le pays non africain le plus engagé parce que nous le sommes d'un point de vue militaire et d'un point de vue budgétaire et nous répondons en effet aujourd'hui à l'intégralité des engagements pris, qu'ils soient militaires ou qu'ils soient budgétaires. Nous sommes au rendez-vous de la parole donnée parce que c'est ainsi que j'entends mener les affaires du pays. Lorsqu'à la demande d'un Gouvernement, nous apportons soutien, nous ne refacturons pas en effet les tirs qui sont faits, nous sommes présents. C'est la sécurité qui est occupée, ça fait partie justement de ce que la France finance à travers ses opérations extérieures. Ce qui est un débat budgétaire en France récurrent et annuel mais qui est assuré par le budget français. Donc je vous rassure pleinement sur ce point-là.

Nous continuerons à être engagés aux côtés des Etats du Sahel jusqu'à ce que la victoire soit complète et nous avons, comme nous l'avons dit avec le Président KABORE, longuement discuté de ces points.

Sur la question libyenne, nous sommes engagés dans un règlement politique de la crise, je l'ai dit, en réunissant dès juillet 2017 à La Celle-Saint-Cloud Messieurs SARRAJ et HAFTAR, puis en organisant en mai dernier ici même une conférence de réconciliation qui, pour la première fois, a rassemblé l'ensemble des parties prenantes. Nous accompagnons le travail des Nations unies et continuerons de l'accompagner. En début d'année prochaine, Monsieur SALAME tiendra une conférence interlibyenne très importante et c'est ce processus que nous accompagnons auquel nous croyons. Moi, je crois au principe de souveraineté et donc je crois que l'avenir de la Libye, il sera décidé par les Libyens, voilà. Et donc c'est la même cohérence, le même fil rouge qui est au cœur de notre politique partout en Afrique.

Pierre FIRTION, RFI : Bonjour. Monsieur KABORE, attendez-vous une aide militaire plus prononcée de la France pour lutter contre les groupes jihadistes qui agissent notamment dans l'Est de votre pays ? Monsieur MACRON, si c'est le cas, est-ce que vous avez répondu favorablement à cette demande et comment cela se traduit-il ? Est-ce que, par exemple, il y aura plus de forces spéciales qui seront amenées à travailler à Ouagadougou ?

J'aurai une autre question si vous le permettez, Monsieur MACRON, sur un tout autre sujet mais mes confrères et moi, on aimerait savoir quelles sont les raisons qui vous ont poussé à annuler votre déplacement demain à Biarritz. Merci.

// Intervention de Roch KABORE //

LE PRESIDENT : Côté français, il n'est pas prévu d'augmentation de notre implication mais par contre, en coordination avec particulièrement le Mali et le Burkina Faso, une plus grande implication sur, en effet, la zone centre et la frontière, en particulier la région de Gourma et c'est ce que nous avons d'ailleurs discuté en juillet dernier à Nouakchott. La deuxième chose, c'est qu'en fonction justement de la planification qui sera finalisée dans les prochaines semaines par le Burkina Faso, la possibilité sur le plan bilatéral de coopération en termes de formation, d'envoi de conseillers militaires ou d'équipement sur laquelle nous sommes tout à fait disposés. C'est ainsi que nous comptons répondre au phénomène que vous avez décrit, au-delà de l'engagement présent et des coopérations existantes.

Pour ce qui est de la décision que j'ai prise ce matin pour Biarritz, elle est simple. J'ai lundi dernier annoncé à nos concitoyens cet état d'urgence économique et social qui nécessite le plein engagement du Gouvernement et de moi-même. Le Premier ministre a précisé hier soir les mesures prises. J'ai commencé la semaine dernière à réunir plusieurs entreprises secteur par secteur, je dois poursuivre ce travail et j'aurai donc demain à réunir l'ensemble des mutuelles et assureurs privés et surtout j'ai à tenir une réunion de ministres pour organiser le débat public national que je souhaite finaliser et clarifier dans ses règles d'ici à mercredi, ce qui imposait ma présence à Paris.

Le ministre des Affaires étrangères sera présent à Biarritz et assurera le programme normal avec le secrétaire général du G7 et les équipes et pourra, d'une part, exposer les priorités françaises et avoir justement les échanges prévus avec l'ensemble des élus locaux. Il n'y a donc pas de changement de programme mais compte tenu des engagements que j'ai moi-même pris, une priorisation normale de mon agenda. Voilà, merci Mesdames, Messieurs et merci encore cher Président.